



CLASSIQUES
GARNIER

SOULARD (Christophe-Toussaint), « Les territoires alimentaires à l'heure du changement global », *Systèmes alimentaires / Food Systems*, n° 5, 2020, p. 35-55

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-11062-0.p.0035](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-11062-0.p.0035)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2020. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

SOULARD (Christophe-Toussaint), « Les territoires alimentaires à l'heure du changement global »

RÉSUMÉ – Face aux changements globaux, le système alimentaire mondial doit se transformer en profondeur pour assurer la sécurité alimentaire tout en respectant les limites des ressources planétaires. L'échelle territoriale offre une proximité entre acteurs qui facilite a priori la mise en cohérence des stratégies vers un système alimentaire durable. Cet article explore les cadres d'analyse disponibles pour articuler alimentation et territoire à partir de quatre points de vue sur le système alimentaire.

MOTS-CLÉS – système alimentaire, géographie, gouvernance, local, urbain

SOULARD (Christophe-Toussaint), « Food Regions at the time of Global Change »

ABSTRACT – The global food system must undergo fundamental changes to ensure food security while respecting the limits of planetary resources. The regional scale offers proximity among actors which a priori facilitates the alignment of sustainable food strategies. This article reviews and compares analytical frameworks capable of articulating food and territory, from four perspectives based on local agri-food production, local food networks, urban food planning, and on the food movement.

KEYWORDS – food system, geography, governance, territory, urban

LES TERRITOIRES ALIMENTAIRES À L'HEURE DU CHANGEMENT GLOBAL

Christophe-Toussaint SOULARD
INRAE Département ACT,
Innovation, Univ. Montpellier,
CIRAD, INRAE, Institut Agro,
Montpellier, France

Le système alimentaire mondial est un des principaux moteurs des changements globaux qui affectent les ressources de la planète (29 % GES, 80 % déforestation, 70 % eau)¹. Selon les projections démographiques en 2050, il ne permettrait de nourrir que 50 % de la population mondiale, capacité qui pourrait doubler s'il réduisait ses impacts (Gerten *et al.*, 2020). Cette réduction d'impact suppose d'opérer « la grande transformation alimentaire » telle que nommée par la commission *EAT-Lancet Commission on Healthy Diets from Sustainable Food Systems*, à savoir conjuguer des stratégies multiples pour orienter la diète vers un « régime de santé planétaire » qui réduise la part des produits animaux et accroisse les végétaux, réoriente les systèmes agricoles (diversification, intensification écologique), protège les terres et les océans, et réduise les pertes et gaspillages (Willett *et al.*, 2019). La mise en œuvre de ces stratégies globales repose bien sûr sur la coopération internationale entre pays (COP 21, 24), avec les difficultés actuelles du multilatéralisme. C'est pourquoi c'est aussi à l'échelle des territoires infranationaux que s'engage la grande transformation alimentaire. Ainsi, nous avons vu des États américains

1 Données citées par les Nations Unies : The Future is Now – Science for Achieving Sustainable Development, Report 2019, New York : <https://sustainabledevelopment.un.org/gsd2019> (consulté le 25/05/2020).

adhérer à la COP 21 en opposition avec l'État fédéral étatsunien, ou des maires français s'opposant à la loi en prenant des arrêtés 0 pesticides sur leurs communes. Mais le phénomène le plus marquant est la multitude d'acteurs locaux qui s'engagent dans des initiatives en tout genre. Le mouvement de « reterritorialisation alimentaire » traduit l'amplification des initiatives locales « du champ à l'assiette » portées par une large diversité d'acteurs publics et privés². Ce bourgeonnement d'initiatives n'est pas limité à la France. On l'observe aussi dans de nombreux pays, au Nord comme au Sud. À l'échelle internationale, il est fortement soutenu par les villes et les pouvoirs métropolitains qui, forts de la masse des citoyens qu'ils représentent et de leur centralité logistique, veulent peser sur les systèmes alimentaires (prospective MondAlim' CEP, 2017). À titre d'exemple, le *Milan Urban Food Policy Pact* réunit plus de 200 villes qui promeuvent des politiques alimentaires et la participation citoyenne. Ainsi, l'échelle des territoires apparaît comme un niveau clé pour amorcer « la grande transformation alimentaire » à l'heure des changements globaux. Mais, de quels territoires parle-t-on lorsque l'on veut agir sur le système alimentaire ? Comment la reterritorialisation alimentaire s'inscrit-elle dans l'espace ? Peut-on parler de territoires alimentaires ou est-ce une gageure ?

Dans cet article, j'explore ces questions à partir d'une revue des concepts que la recherche propose pour penser les relations entre alimentation et territoire. Géographe de formation, je m'intéresse aux traductions spatiales et territoriales des cadres d'analyse proposés par les spécialistes des systèmes alimentaires, mais aussi à la façon dont les spécialistes des territoires s'emparent de l'enjeu alimentaire. Le texte s'appuie pour l'essentiel sur une communication à un séminaire organisé par l'INRA, unité ASTER de Mirecourt (Vosges), en mai 2017³. Cette présentation n'avait pas pour but de proposer une définition clé en main d'un concept, mais plutôt d'ouvrir une réflexion sur une pluralité de cadres d'analyse de la relation entre « l'alimentation » et « le territoire ». En effet, les recherches qui territorialisent les systèmes alimentaires

2 Voir le numéro spécial de la revue *Villages* : « Du champ à l'assiette : le renouveau de l'alimentation de proximité » coédité avec l'INRA : <https://www.villagemagazine.fr/village-hs-ndeg3> (consulté le 25/05/2020).

3 Exposé oral enregistré et retranscrit par Romain Fêche, ASTER Mirecourt. Je remercie l'unité Aster de m'avoir autorisé à publier cet exposé.

offrent des cadres d'analyse qui ont été élaborés à différentes époques pour éclairer une diversité d'enjeux : la segmentation des marchés agricoles, le développement territorial et l'innovation rurale, la transition agro-écologique, la lutte contre l'insécurité alimentaire.

L'article s'organise en quatre sections qui abordent chacune un point de vue sur le système alimentaire. Les deux premières sections placent le projecteur sur le système alimentaire vu comme une chaîne d'activités reliant la production à la consommation alimentaire, en partant d'abord d'une vision amont, depuis les produits agroalimentaires, puis en portant le regard inverse, depuis la consommation. La troisième section présente les concepts proposés pour analyser le système d'approvisionnement alimentaire et l'accès à l'alimentation dans un territoire urbain. La dernière section aborde le système alimentaire urbain vu comme un système à gouverner, moyennant une gouvernance bien particulière, mue par un mouvement social et régulée par des cadres d'intervention publique encore peu stabilisés.

1^{er} POINT DE VUE : LE SYSTÈME ALIMENTAIRE VU DEPUIS L'AMONT

Des travaux se sont intéressés au système alimentaire avec une entrée par l'amont : la production agricole, le terroir, la filière.

LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES LOCALISÉS OU SYAL

Les travaux sur les systèmes agroalimentaires localisés (SYAL) (Muchnik *et al.*, 2007) étudient le rapport entre l'alimentation et le territoire à partir de productions agricoles et de savoir-faire agroalimentaires qui présentent des spécificités liées à un territoire donné, parfois nommé terroir (cas des indications géographiques protégées). Les travaux portent sur la qualification des produits locaux, la reconnaissance des indications géographiques ou autres labels, en vue de promouvoir des formes de développement local portées par des réseaux d'acteurs économiques. Cela se traduit par le développement de filières qui mettent en marché des produits qui se différencient par leur qualité et, ce faisant,

valorisent la rémunération des producteurs et crée une « image terroir » locale, générant alors un processus de développement rural, la mise en valeur de terroirs et la reconnaissance de cultures rurales. Ces recherches sont conduites depuis une vingtaine d'années au Cirad et à l'Inra. Au Cirad, les travaux se sont fortement développés en Amérique latine et, plus récemment, en Asie du Sud-Est. À l'Inra, un nombre important de travaux ont été menés en France, en particulier dans les pays de montagne, et dans les pays européens de culture latine, l'Italie notamment. Les SYAL peuvent être vus comme une application à l'agriculture de l'approche économique des systèmes productifs locaux (SPL), des districts industriels, des clusters d'entreprises ou de l'économie de la proximité, travaux qui considèrent aujourd'hui l'innovation comme le moteur principal du développement territorial (Torre, 2018). Selon ces travaux, des fonctionnements en réseau permettent de créer du développement territorial en s'appuyant sur un processus de qualification des produits agroalimentaires.

Par cette vision « amont » du système alimentaire, les recherches sur les SYAL ciblent principalement des territoires ruraux, même si certains auteurs ont questionné les AMAP comme émergence possible de SYAL métropolitains (Minvielle *et al.*, 2011).

LA DIVERSITÉ DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

La prospective DuAline (Esnouf *et al.*, 2011) a proposé une typologie des systèmes alimentaires, ce qui permet de situer les SYAL et d'autres systèmes territorialisés dans le paysage général du système alimentaire mondial. La typologie proposée par Colonna *et al.* (2011) s'appuie sur le concept de système agroalimentaire défini comme « un ensemble de cohérences spécifiques entre des manières de produire, de transformer, de distribuer et de consommer des produits agroalimentaires ». Cette approche relève d'une économie régionale qui caractérise la construction politique et économique des relations entre secteur et territoire (Touzard, 2008).

Selon Colonna *et al.* (2011), la diversité mondiale des systèmes agroalimentaires recouvre :

- le système agro-industriel : produire des aliments pour des marchés de masse ;
- les systèmes domestiques : jardins et petit élevage ;

- le système vivrier territorial : basé sur des produits vivriers stockables, mais qui ne font pas appel en tant que tels à des transformations industrielles ;
- le système alimentaire de proximité regroupant les circuits courts, le marché local ;
- le système de qualité différenciée qui correspond aux SYAL, autour de labels fermiers, bio, éthiques, les indications géographiques.

Ils ont ainsi montré que ces systèmes coexistent dans la plupart des pays, dans des proportions différentes. À l'échelle mondiale, 60 % de l'alimentation viendrait des systèmes traditionnels et des systèmes de qualité. Le système agro-industriel représenterait à lui seul 30 à 40 %.

Ce travail a été l'un des points de départ des réflexions sur la coexistence de ces modèles dans les territoires, et sur les effets propres de cette combinatoire sur la durabilité d'un système alimentaire territorial. Touzard et Fournier (2014) ont formulé l'hypothèse que la combinaison de ces systèmes alimentaires dans les territoires produit une complexité qui renforce leur durabilité, d'où l'enjeu pour la recherche d'instruire la coexistence territoriale des modèles agricoles et alimentaires (Gasselin, 2017).

2^e POINT DE VUE : LE SYSTÈME ALIMENTAIRE VU DEPUIS L'AVAL

Ces approches partent du consommateur pour comprendre comment la nourriture est produite et distribuée en vue d'assurer la sûreté sanitaire, la sécurité alimentaire et les besoins nutritionnels d'une population.

LE SYSTÈME ALIMENTAIRE GÉNÉRIQUE

Louis Malassis (1993) a proposé la définition générique suivante : « un système alimentaire est la façon dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture ». Le point de départ de l'analyse d'un système alimentaire est celui de la consommation pour comprendre comment produire et donner accès

à la nourriture. Cette définition englobe le consommateur, mais aussi tous les acteurs de la chaîne alimentaire, non seulement de la fourche à la fourchette, mais aussi plus en amont, de la semence végétale ou animale au foncier pour l'agriculture et, plus en aval, jusqu'aux déchets alimentaires et aux rejets sortis des unités de traitement des déchets. Cette définition générique est reprise par les économistes qui proposent des concepts et des méthodes d'analyse du système alimentaire mondial (Rastoin et Gherzi, 2010).

LE SYSTÈME ALIMENTAIRE TERRITORIALISÉ

Également proposée par Rastoin (2015, 2016), la notion de système alimentaire territorialisé met l'accent sur la maximisation de l'intégration locale des filières, par opposition aux filières longues de la mondialisation agroalimentaire. Il s'agit d'un système alimentaire alternatif (les circuits courts, les filières biologiques) en opposition au système dominant basé sur des filières longues et sur la prédominance des produits transformés. Cette notion s'est construite pour analyser et promouvoir des formes alternatives au modèle dominant agro-industriel qui, lui, ne serait pas territorialisé, mais global. Elle met en valeur un objectif de réduction des externalités négatives et de valorisation des objectifs environnementaux, sociaux et économiques. Les systèmes alimentaires territorialisés sont aussi fondés sur des initiatives locales venant des acteurs.

Cette définition est promue par RESOLIS, un réseau qui réunit des experts comme Henri Rouillé d'Orfeuil (2018) ou Jean-Louis Rastoin, qui promeuvent le développement de ces formes locales, en France notamment. RESOLIS a publié un inventaire des initiatives qui relèvent de ces systèmes alimentaires territorialisés. Cette notion de système alimentaire territorialisé épouse le mouvement des circuits courts en France (Fénéchère *et al.*, 2008), étudié par ailleurs sous l'angle de l'innovation sociale et de la sociologie économique (Chiffolleau, 2019). Elle est également proche des *Alternatives Food Networks* anglo-saxons (Goodman *et al.*, 2012). Les chercheurs les plus actifs dans ce champ sont des socio-économistes ruralistes qui développent une approche basée sur les réseaux d'acteurs (Brunori, 2007 ; Renting *et al.*, 2003 ; Sonnino et Marsden, 2005). Cette communauté anglo-saxonne se retrouve avec celle des SYAL, précédemment citée, dans des colloques et projets européens.

La notion de système alimentaire territorialisé est également une idée majeure reprise dans les PAT (projets alimentaires territoriaux) soutenus par le ministère de l'Agriculture depuis la loi d'orientation de 2014. Le point de vue qui domine est celui de la relocalisation de l'alimentation.

LE SYSTÈME AGROALIMENTAIRE TERRITORIAL

Autre notion nouvellement usitée pour caractériser des territoires alimentaires, le système agroalimentaire territorial a été défini par Lamine (2012) pour élargir l'approche territoriale non seulement aux acteurs locaux des filières de production, de transformation, de distribution, mais aussi au conseil technique, aux politiques publiques territoriales, aux consommateurs et à la société civile. La vision proposée s'écarte donc de la vision « chaîne alimentaire » et ne cible pas uniquement le système alternatif au modèle dominant. C'est une tentative d'articulation entre la chaîne alimentaire et son environnement social et technique, dans un cadre territorial donné.

Cette approche se distingue surtout par le cadre théorique mobilisé pour lire le système alimentaire dans un territoire. Ce cadre est celui de l'analyse de la transition des systèmes sociotechniques, s'appuyant sur la théorie dite de la *multilevel perspective* (Geels et Schot, 2007) qui propose une compréhension multi-échelle des changements qui s'opèrent dans un processus de transition. La notion de système agroalimentaire territorial se réfère aux approches systémiques de l'agroécologie, vue comme une écologie du système alimentaire (Francis *et al.*, 2003), en la territorialisant (Lamine et Dawson, 2018). L'alimentation y est vue à travers les dispositifs et réseaux qui mettent en relation les activités de production, commercialisation et consommation, qu'il s'agisse de circuits courts ou longs. L'analyse des chemins de transition consiste à repérer et tracer les acteurs, les actions, les événements, mais aussi les controverses et les rapports de force qui vont impulser le changement ou au contraire provoquer son « verrouillage » pour ne pas changer. Il s'agit donc d'une vision proche du système alimentaire territorial, mais orientée vers l'idée de transition agro-écologique des territoires. En France, cette démarche a été élaborée à partir du projet Biovallée⁴ dans la Drôme, territoire qui s'est engagé dans la transition agro-écologique

4 <https://biovallee.net/projet-biovallee/> (consulté le 25/05/2020).

et alimentaire (Lamine et Bui, 2015). Ces approches agro-écologiques sont également développées par des chercheurs belges de Louvain-la-Neuve qui mobilisent la théorie des transitions ; *cf.* par exemple Pierre Stassart (2012).

Ainsi, le système agroalimentaire ressemble au système alimentaire « alternatif », mais il s'en distingue en explorant les chemins de transition qu'implique la reterritorialisation alimentaire. On peut trouver des traductions opérationnelles de ces approches dans le mouvement des villes en transition. Ce mouvement est né d'initiatives locales ayant pour objectif d'inventer des modes de vie moins dépendants du pétrole. Le moteur de ce mouvement est la crise de l'énergie, l'alimentation venant le renforcer. La ville de Totnes en Grande-Bretagne, qui se dit être 1^{re} ville en transition, et la figure de l'universitaire Rob Hopkins qui a théorisé la permaculture, sont associées à l'origine de ce mouvement. Depuis, le *transition town network*⁵ a essaimé dans plus de 40 pays, prônant la permaculture comme modèle agricole nourricier (Ferguson et Lovell, 2015).

Le mouvement des villes en transition amène à un autre point d'entrée dans les territoires alimentaires qui s'élaborent : celui de la ville et, plus généralement, du phénomène urbain.

3^e POINT DE VUE : LE SYSTÈME ALIMENTAIRE VU DEPUIS UN TERRITOIRE, LA VILLE

Le système alimentaire peut aussi être regardé à partir d'un territoire au sein duquel l'alimentation est un enjeu. De tout temps, les villes se sont préoccupées d'alimentation pour lutter contre la faim (Steel, 2013), même si leur rôle s'est réduit durant l'époque contemporaine au profit des États qui se sont emparés de l'enjeu alimentaire (Daviron *et al.*, 2017). Depuis ces dernières décennies, on assiste à un retour des villes, et plus largement des territoires, dans la configuration des systèmes alimentaires.

5 *Communities coming together to reimagine and rebuild our world* : <https://transitionnetwork.org/> (consulté le 25/05/2020).

LE SYSTÈME ALIMENTAIRE URBAIN

Le système alimentaire urbain, ou *urban food system*, est une notion mobilisée en réponse à une diversité de préoccupations reliant ville et alimentation.

Dans les pays du Sud, c'est autour des questions de sécurité d'approvisionnement alimentaire des populations pauvres que les villes se mobilisent : comment armer les villes contre la faim ? Comment faire en sorte que les villes soient plus résilientes vis-à-vis de l'alimentation ? Ces questions ont justifié le développement des premiers programmes d'agriculture urbaine au Sud, dans les bidonvilles par exemple (Metro Manille Philippines, Colombo Sri Lanka, Rosario Argentine, etc.). Les impacts de ces initiatives sont inégaux, mais des travaux comparés ont montré un effet significatif de l'agriculture urbaine sur la sécurité alimentaire des ménages pauvres (Zessa et Tasciotti, 2010) avec, localement, des résultats saisissants en termes d'impact économique et social, comme une thèse récente l'a montré à Antannarivo (Deprise, 2020).

Au Nord, il y a une autre origine historique récente, sans remonter jusqu'aux jardins de guerre ni aux jardins ouvriers du paternalisme industriel. Elle tient à la crise urbaine et aux inégalités sociales, alimentaires et de santé observées dans les villes des pays occidentaux. Ces constats sont à l'origine d'un courant de recherche, l'*Urban Food Planning*, qui consiste à la fois à penser la nourriture dans la ville, et à repenser la ville par rapport à la nourriture (Morgan, 2009). Selon cette approche, nourrir la ville consiste à remettre l'alimentation et l'agriculture dans la ville même, à reconnecter la ville avec la production locale et régionale, mais aussi à agir sur le paysage de la distribution alimentaire afin de l'orienter vers une offre saine et diversifiée.

Considérer la ville du point de vue de l'alimentation amène ainsi à repenser l'aménagement urbain. En effet, l'alimentation est un enjeu transversal pour agir sur la réduction de la pauvreté via l'aide alimentaire et l'autoproduction, la lutte contre le changement climatique, l'économie sociale et solidaire, l'organisation de la logistique d'approvisionnement, la végétalisation de l'espace urbain, la gestion des commerces et de l'alimentation dans l'espace public, etc. Une notion résume cet ensemble, celle d'urbanisme alimentaire (Nasr et Comisar, 2012), les premiers à l'avoir proposée étant des architectes du paysage urbain (Viljoen, 2012).

Toutefois, une partie de l'alimentation dans la ville échappe aux enjeux d'aménagement, car elle relève de processus informels, particulièrement dans les pays du Sud où de véritables économies circulaires animent le système alimentaire, comme par exemple le système agri-urbain à Bobo-Dioulasso (Robineau et Soulard, 2017). Cette part informelle, invisible, du système alimentaire est très présente dans les marges urbaines – interstices ou franges agricoles, délaissés routiers, squats, zones aéroportuaires ou industrielles désaffectées, etc. : les espaces ouverts métropolitains sont donc partie prenante du système alimentaire urbain (Perrin et Soulard, 2020).

Si les travaux français ont assez peu conceptualisé le système alimentaire urbain vu comme un type de système alimentaire territorial, les études anglo-saxonnes proposent plusieurs concepts utiles à connaître.

LE *FOODSCAPE* OU PAYSAGE ALIMENTAIRE

La notion de paysage alimentaire désigne l'environnement alimentaire du consommateur. Cet environnement peut être le foyer, la rue, le quartier ou l'espace urbain dans son ensemble. L'hypothèse des travaux sur les paysages alimentaires est que l'offre alimentaire de proximité influence les comportements alimentaires des consommateurs, et donc leur régime nutritionnel. Aux États-Unis, la cartographie des *food deserts* est utilisée pour les politiques d'aide alimentaire (*food stamps*) et les programmes d'agriculture urbaine. Cependant, cette approche spatiale de l'accès alimentaire a été critiquée, à la fois parce que les paysages alimentaires ne sont pas donnés – ils sont aussi construits par les pratiques habitantes – mais aussi parce que les *food deserts* sont le fruit d'une histoire ayant discriminé et ségrégué des populations structurellement dominées (McClintock, 2011). Nier ces enjeux risque de reproduire les inégalités alimentaires et de santé (Shannon, 2014). En France, où les inégalités sont moins fortes et où la culture du « bien manger » se maintient encore, il n'y a pas à proprement parler de *food deserts*, même si de premiers travaux indiquent qu'il y aurait des déserts de produits en circuits courts (Nicoll et Le Gall, 2012).

L'intérêt de cette notion dans le contexte français est de porter un regard spatialisé sur l'accès à l'alimentation de qualité pour les couches de la population les plus fragiles, en articulant différentes approches du *foodscape* : spatiales, socio-économiques, culturelles, comportementales et

systémiques (Vonthron *et al.*, 2020). En résumé, les paysages alimentaires configurent des territoires ponctués des lieux où les habitants trouvent leur nourriture : les marchés, commerces et restaurants, mais aussi les lieux d'autoproduction, récupération, glanage ou cueillette alimentaires.

LE *FOODSHED* OU TERRITOIRE D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Le *foodshed* ou « hinterland alimentaire » désigne le bassin alimentaire d'une ville, apprécié dans les deux sens de la relation : 1) le potentiel nourricier, c'est-à-dire l'aire de production qui peut nourrir en partie la ville ; 2) l'empreinte du système alimentaire, c'est-à-dire les ressources mobilisées par une ville en fonction du régime alimentaire de sa population. Selon Horst et Gaolach (2015) qui ont effectué une revue des études américaines sur les *foodsheds*, les travaux dans ce domaine partent souvent de l'hypothèse (controversée) qu'augmenter le potentiel local de production va réduire l'empreinte environnementale du régime alimentaire, et renforcer ainsi la durabilité d'un système alimentaire urbain. D'autres travaux relevant de l'écologie territoriale privilégient des approches en termes de métabolisme urbain (Bohle, 1994). Par exemple, ils modélisent les flux d'azote mis en circulation dans un système alimentaire, comme cela a été fait pour Paris (Billen *et al.*, 2009). D'autres travaux promeuvent la bioéconomie – voire l'éco-économie – territoriale (Marsden et Farioli, 2015), dans l'objectif de renforcer la circularité des flux, tant écologiques qu'économiques, et accroître l'autonomie et la résilience des systèmes alimentaires urbains.

En conclusion, ces deux lectures du système alimentaire – l'approvisionnement des produits (*foodshed*) et l'accès à la nourriture (*foodscape*) – sont à articuler dans tout projet qui vise à activer un système alimentaire dans un territoire. Se pose alors la question de la gouvernance territoriale.

4^e POINT DE VUE : LE SYSTÈME ALIMENTAIRE VU PAR LE MOUVEMENT QU'IL CRÉE

Le système alimentaire urbain peut également être vu comme un mouvement porté par des acteurs qui vont agir sur sa transformation.

LE *FOOD MOVEMENT* OU MOUVEMENT ALIMENTAIRE

L'analyse des politiques alimentaires urbaines montre qu'elles sont rarement des politiques décrétées en haut lieu par des structures politiques ou leurs administrations. Le plus souvent, les politiques viennent en réponse ou en réaction à l'engagement de citoyens qui se mobilisent autour de l'agriculture ou de l'alimentation. La démultiplication de micro-initiatives, de revendications, de contestations, de luttes de pouvoir, finit par créer un mouvement social aux contours flous, mais qui va agir sur la dynamique des systèmes alimentaires. C'est ce qu'on nommera le mouvement alimentaire.

Plus ancien aux États-Unis qu'en France, ce mouvement alimentaire a été initié dans les années 1970 et a connu plusieurs étapes. Il y a d'abord eu le mouvement critique de l'agriculture conventionnelle revendiquant le développement de l'agriculture biologique, depuis les années 1970, puis son extension au monde urbain qui s'est emparé de l'agriculture urbaine via les jardins communautaires depuis 1975, puis celui de l'aide alimentaire dans les années 1980, puis des circuits courts via les *Community Supported Agriculture* et les marchés fermiers dans les années 1990. La géographe Julie Guthmann (2008) a retracé l'enchaînement de ces mouvements, expliquant la montée en puissance des mouvements alternatifs de l'agriculture biologique et de l'alimentation locale, puis leur mise en critique à cause des nouvelles inégalités créées par ces initiatives. En effet, et malgré elles, ces initiatives ont parfois reproduit le modèle néolibéral conduisant à renforcer le pouvoir d'une élite blanche (*whiteness*) et à « gentrifier » les quartiers jardinés, reléguant les groupes minoritaires vers des quartiers périphériques ou dégradés. Le mouvement de la justice alimentaire, *Food Justice*, naît en opposition à celui de la relocalisation alimentaire, pour redonner l'initiative aux groupes sociaux désavantagés (Alkon et Agyeman, 2011 ; Gottlieb, 2010), de même que celui de la

souveraineté alimentaire qui cible la réparation des dépossessions foncières et culturelles subies par les communautés indigènes (Williams et Holt-Giménez, 2017). Ces mouvements sont portés par des minorités qui revendiquent non seulement une meilleure alimentation, mais aussi un contrôle de l'accès aux terres pour la produire. Ainsi, l'enjeu alimentaire s'étend à la revendication d'un droit à la ville (Lefebvre, 1967).

En France, le mouvement alimentaire est apparu plus récemment et différemment, se focalisant davantage sur les relations entre les villes et l'agriculture, via les circuits courts, l'agriculture urbaine et périurbaine, et les questions d'aménagement (Bonnefoy, 2011). Toutefois, ce mouvement social existe et joue un rôle moteur dans l'émergence des premières politiques alimentaires territoriales. En effet, les mobilisations citoyennes influencent la mise à l'agenda politique de la question alimentaire, notamment lors des élections municipales (Michel et Soulard, 2017). En revanche, les formes instituées restent encore rares, ce qui pose la question des modes de régulation qui s'instaurent aux échelles territoriales de la gouvernance alimentaire.

LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE TERRITORIALE

Entre mouvement spontané instable et cadrages politiques balbutiants, la gouvernance territoriale d'un système alimentaire est un sujet complexe. Des formes instituées existent sans être stabilisées. Aux États-Unis et au Canada où le mouvement alimentaire est ancien, la gouvernance a été formalisée via la création de *Food Policy Councils (FPC)*, des conseils de politique alimentaire qui fédèrent les acteurs du système alimentaire et organisent le dialogue avec des instances publiques locales. Le FPC de Toronto est un des plus connus (Blay-Palmer, 2009) : ici, le conseil municipal dispose d'un bureau de la santé qui est conseillé par le FPC sur la stratégie alimentaire de la ville ; le FPC regroupe 34 membres représentatifs du système alimentaire (institutionnels, entreprises, membres de la société civile, experts et universitaires). Dans ce type de gouvernance, une grande importance est donnée à la participation citoyenne pour construire et évaluer une politique alimentaire. Une telle visée ne va pas de soi, car des désaccords peuvent survenir entre acteurs privés et municipalité ou entre acteurs publics, jusqu'à conduire parfois à la dissolution du FPC comme ce fut le cas en 2012 à Portland (USA) lors d'un changement politique (Coplen et Cuneo, 2015).

En France, les lieux formalisés de gouvernance alimentaire territoriale restent exceptionnels (Perrin et Soulard, 2014 ; Billion, 2017 ; Perrin *et al.*, 2018). Le développement des projets alimentaires territoriaux promus par le ministère de l'Agriculture est encore récent. La diversité des acteurs qui les portent révèle une variété d'entrées dans la question alimentaire. Les communes, agglomérations et métropoles sont nombreuses, cherchant souvent dans le label PAT un renforcement d'initiatives agricoles et alimentaires insérées dans des projets urbains. Les communes et intercommunalités rurales ainsi que les parcs naturels régionaux sont également nombreux, ce qui augure d'une construction de territoires alimentaires en combinaison ou en confrontation avec la gestion des ressources naturelles ou avec l'organisation des filières agroalimentaires traditionnellement orientées vers des circuits longs. Mais ces grandes dominantes s'expriment plus ou moins selon les rapports entre acteurs qui se jouent dans les gouvernances qui s'élaborent. Les trajectoires vers une gouvernance alimentaire territoriale restent embryonnaires, le système agro-industriel conservant un poids dominant, voire se renforçant en intégrant une partie des circuits locaux et bio et en se plaçant en pourvoyeur exclusif des populations qui échappent au mouvement alimentaire local (Fouilleux et Michel, 2020).

Ainsi, le système alimentaire territorial est également à regarder comme un mouvement historique animé par des acteurs multiples. Ce mouvement alimentaire est instable, alternant entre avancée et inertie, reposant sur un système complexe de rapports entre acteurs aux objectifs divers. Le caractère peu institué de cette gouvernance appelle à des cadres d'analyse multiples, croisant des approches organisationnelles de la gouvernance (Rey-Valette *et al.*, 2014) avec des approches anthropologiques d'une « gouvernance par l'usage » se construisant dans les pratiques quotidiennes des acteurs (Le Meur et Lund, 2001). C'est en effet en reconstituant les pratiques sociales qui s'élaborent, se confrontent et se sédimentent que l'on peut saisir l'activation du système alimentaire et les chemins transitionnels qu'il emprunte au cours du temps (Cohen et Illieva, 2015).

CONCLUSION : LES TERRITOIRES ALIMENTAIRES À L'HEURE DU CHANGEMENT GLOBAL

La revue des cadres d'analyse des systèmes alimentaires montre la richesse des points de vue possibles pour s'emparer de cette notion. Pour autant, parler de « territoires alimentaires » reste un abus de langage, car le système alimentaire repose toujours sur une mise en réseau de territoires multiples et imbriqués. Cependant, le processus de territorialisation de l'alimentation est bien à l'œuvre. Il y a bien un phénomène nouveau de reconnexion des liens entre le mangeur et son alimentation, entre producteurs et consommateurs, entre les paysages alimentaires des villes et les bassins alimentaires des campagnes. Faite d'une myriade d'initiatives allant de l'échelle de la rue, de la ferme ou du quartier à la constitution de réseaux d'acteurs multi-pays, cette reconnexion territoriale alimentaire s'observe partout dans le monde, au Sud comme au Nord. Elle épouse des formes plurielles, toujours singulières et évolutives. La multiplicité des cadres d'analyse est le reflet de cette réalité complexe, chacun offrant une capacité à saisir une facette du système alimentaire territorial.

Le dynamisme des territoires alimentaires illustre aussi un paradoxe, puisque tout semble montrer que l'accélération des changements globaux – qu'il s'agisse de la mondialisation économique ou des crises climatiques, écologiques et sanitaires – concourt au renforcement du mouvement de reterritorialisation alimentaire. Au fil du temps cependant, les motifs et les moteurs de ce processus évoluent. Comme le suggère Latour dans son livre récent « *Où atterrir ?* » (2017), la crise climatique et sa négation provoquent une désorganisation sociale et politique qui impose de revenir au « territoire » pour s'orienter en politique. L'alimentation est manifestement un de ces moteurs qui nous aideront à ré-atterrir. La crise sanitaire de la Covid-19 a été un révélateur de cet enjeu de territorialisation alimentaire. Les acteurs du système alimentaire global ont été durement touchés par la crise, à l'image des grandes exploitations agricoles qui ne pouvaient plus récolter suite à l'arrêt des migrations transfrontalières des travailleurs agricoles, des caissières des supermarchés ou des employés des abattoirs, particulièrement exposés à la maladie. Les

logiques de proximité ont aussi connu des difficultés tout en se réorganisant : tandis que les marchés de plein vent étaient parfois fermés pour raison de distanciation sociale, que les personnes âgées ne pouvaient plus assurer la distribution d'aide alimentaire, les acteurs de l'alimentation locale se réorganisaient pour poursuivre les approvisionnements et les distributions, moyennant de nouvelles formes d'organisation logistique, de recours à Internet, d'expression des solidarités locales. Ainsi, la crise a été un révélateur de l'inventivité dans les systèmes alimentaires territorialisés⁶ tout en donnant à voir des facteurs de vulnérabilité et de résilience alimentaire des territoires. Ce sera peut-être un tournant important pour les recherches sur les territoires alimentaires, car la crise impose de penser les territoires autrement, du point de vue de leurs capacités à assurer les besoins vitaux d'une société. Une nouvelle figure du système alimentaire territorial est peut-être en train d'émerger, celle d'un territoire en crise qui reconfigure son système alimentaire pour assurer les besoins de subsistance de populations affectées ou privées de leur liberté de mouvement. Les recherches futures devront s'emparer de cette réalité nouvelle et repenser les territoires alimentaires du point de vue de leurs capacités à assurer les besoins vitaux d'une société.

6 Voir l'enquête « Manger au temps du coronavirus » du RMT Alimentation locale : <https://www.rmt-alimentation-locale.org/post/bp2-tendances-et-perspectives> (consulté le 25/05/2020).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alkon A.H., Agyeman J., 2011, *Cultivating food justice : Race, class, and sustainability*, The MIT Press.
- Allix O., 1945, « Le bassin laitier lyonnais et l’approvisionnement en lait de la ville de Lyon », *Géocarrefour*, 20(1), p. 71-9
- Banzo M., Perrin C., Soulard C.-T. *et al.*, 2016, « Rôle des acteurs publics dans l’émergence de stratégies agricoles des villes. Exemples en Méditerranée », *Economia e Societa Regionale*, XXXIV p. 8-30.
- Billen G., Barles S., Garnier J., Rouillard J., Benoit P., 2009, “The food-print of Paris : long-term reconstruction of the nitrogen flows imported into the city from its rural hinterland”, *Regional Environmental Change*, 9(1), p. 13-24.
- Billion C., 2017, « La gouvernance alimentaire territoriale au prisme de l’analyse de trois démarches en France », *Géocarrefour*, 91(91/4).
- Blay-Palmer A., 2009, “The Canadian pioneer : The genesis of urban food policy in Toronto”, *International Planning Studies*, 14(4), p. 401-416.
- Bohle H.G., 1994, “Metropolitan food systems in developing countries : The perspective of ‘Urban Metabolism’”, *GeoJournal*, 34(3), p. 245-251.
- Bonnefoy S., 2011, « La politisation de la question agricole périurbaine en France : points de repère », *Urbia - Les Cahiers du développement urbain durable*, (12), p. 17-38.
- Brand C., Bricas N., Conaré D., Daviron B., Debru J., Michel L., Soulard C.-T. (éd.), 2017, *Construire des politiques alimentaires urbaines : concepts et démarches*, Éditions Quæ (Update Sciences and Technologies).
- Bricas N., Soulard C.-T., Arnal C., 2017, « Croiser enjeux de durabilité et leviers des politiques urbaines », *Construire des politiques alimentaires urbaines : concepts et démarches* / Brand C., Bricas N., Conaré D. *et al.* (éd.), Éditions Quæ, p. 121-136.
- Brunori G., 2007, “Local food and alternative food networks : a communication perspective”, *Anthropology of food*, S2, March 2007, From local food to localised food.
- CEP, 2017, *MOND’Alim 2030 : un regard prospectif sur la mondialisation des systèmes alimentaires*, Centre d’Études et de Prospective, Ministère de l’agriculture, de l’agroalimentaire et de la forêt, Analyse, 100, p. 1-8.
- Chiffolleau Y., 2019, *Les circuits courts alimentaires. Entre marché et innovation sociale*, Erès.
- Chiffolleau Y., 2019, « Manger local, nourrir la nature. Pour une transition écologique, sociale et économique », *DARD/DARD 2*, p. 32-42.

- Cohen N., Ilieva R.T., 2015, "Transitioning the food system : A strategic practice management approach for cities", *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 17, p. 199-217.
- Colonna P., Fournier S., Touzard J.-M., Abecassis J., Broutin C., Chabrol D., Méry V., 2011, « Systèmes alimentaires », *Pour une alimentation durable Réflexion stratégique duALIne* / Esnouf C., Russel M., Bricas N. (éd.), Éditions Quæ, chap. 4, p. 79-108.
- Coplen A.K., Cuneo M., 2015, "Dissolved : Lessons learned from the Portland Multnomah Food Policy Council", *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 5(2), p. 91-107.
- Daviron B., Perrin C., Soulard C.-T., 2017, « Histoire des politiques alimentaires urbaines en Europe, de la ville antique à la ville industrielle », *Construire des politiques alimentaires urbaines : concepts et démarches* / Brand C., Bricas N., Conaré D. et al. (éd.), Éditions Quæ, p. 43-62.
- Defrise L., 2020, *Terres agricoles face à la ville : logiques et pratiques des agriculteurs dans le maintien des espaces agricoles à Antananarivo, Madagascar*, Thèse géographie, AgroParisTech.
- Esnouf C., Russel M., Bricas N. (éd.), 2011, *Pour une alimentation durable. Réflexion stratégique duALIne*, Éditions Quæ, 288 p.
- Fénéchère F., Durand G., Maréchal G., 2008, « Systèmes alimentaires territorialisés : les circuits courts comme vecteurs de développement territorial », *Les circuits courts alimentaires : bien manger dans les territoires* / Maréchal G. (éd.), Educagri, p. 161-174.
- Ferguson R.S., Lovell S.T., 2015, "Grassroots engagement with transition to sustainability : diversity and modes of participation in the international permaculture movement", *Ecology and Society*, 20(4).
- Fouilleux E., Michel L., 2020, *Quand l'alimentation se fait politique(s)*, Presses universitaires de Rennes (Res Publica).
- Francis C., Lieblein G., Gliessman S., Breland T.A., Creamer N., Harwood R., Wiedenhoef M., (2003), "Agroecology : The ecology of food systems", *Journal of sustainable agriculture*, 22(3), p. 99-118.
- Gagné C., Capt D., Faguer F., Frappier L., Hilal M., Hovelaque V., Le Cotty T., Parrot L., Schmitt B., Soulard C.-T., 2011, « Urbanisation et durabilité des systèmes alimentaires », *Pour une alimentation durable. Réflexion stratégique duALIne* / Esnouf C., Russel M., Bricas N. (éd.), Éditions Quæ, p. 123-142
- Gasselin P., 2017, « Modèles de développement, coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires : vers un agenda de recherche », *Séminaire de la Faculté des bioingénieurs et du 'Earth and Life Institute'*, oct. 2017, Louvain-La-Neuve, Belgique, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01863643> (consulté le 25/05/2020).

- Geels F.W., Schot J., 2007, "Typology of sociotechnical transition pathways", *Research policy*, 36(3), p. 399-417.
- Gerten D., Heck V., Jägermeyr J., Bodirsky B.L., Fetzer I., Jalava M., Schellnhuber H.J., 2020, "Feeding ten billion people is possible within four terrestrial planetary boundaries", *Nature Sustainability*, 3(3), p. 200-208.
- Goodman D., Dupuis, E.M., Goodman M.K., 2012, *Alternative food networks : Knowledge, practice, and politics*, London and New York, Routledge, 308 p.
- Gottlieb R., Joshi A., 2010, *Food justice*, Mit Press, 320 p.
- Guthman J., 2008, "Neoliberalism and the making of food politics in California", *Geoforum*, 39(3), p. 1171-1183.
- Hopkins R., 2008, *The transition handbook*, Totnes, Green books, 240 p.
- Horst M., Gaolach B., 2014, "The potential of local food systems in North America : A review of foodshed analyses", *Renewable Agriculture and Food Systems*, n° 30, vol. 5, p. 399-407.
- Koc M. et al. (éd.), 2000, *Armer les villes contre la faim : systèmes alimentaires urbains durables*, Éditions IDRC.
- Lamine C., 2012, « "Changer de système" : une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux », *Terrains et travaux*, n° 20, p. 139-156.
- Lamine C., Bui S., Ollivier G., 2015, « Pour une approche systémique et pragmatique de la transition écologique des systèmes agri-alimentaires », *Cahiers de recherche sociologique*, (58), p. 95-117.
- Lamine C., Dawson J., 2018, "The agroecology of food systems : Reconnecting agriculture, food, and the environment", *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 42(6), p. 629-636.
- Latour B., 2017, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La découverte, 160 p. (Cahiers libres).
- Lefebvre H., 1967, « Le droit à la ville », *L'Homme et la société*, 6(1), p. 29-35.
- Le Meur P.Y., Lund C., 2001, "Everyday governance of land in Africa", *Bulletin de l'APAD*, (22).
- Malassis L., 1993, *Nourrir les hommes : un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Flammarion, 126 p. (Dominos).
- Marsden T., Farioli F., 2015, "Natural powers : from the bio-economy to the eco-economy and sustainable place-making", *Sustainability Science*, 10(2), p. 331-344.
- McClintock N., 2011, "From industrial garden to food desert", *Cultivating food justice : Race, class, and sustainability* / Alkon A.H., Agyeman J. (ed.), The MIT-Press, p. 89-120.
- Michel L., Soulard C.-T., 2017, « Comment s'élabore une gouvernance alimentaire urbaine ? Le cas de Montpellier Méditerranée Métropole », *Construire des*

- politiques alimentaires urbaines : concepts et démarches* / Brand C., Bricas N., Conaré D. et al. (éd.), Éditions Quæ, p. 137-150.
- Minvielle P., Consales J.N., Daligaux J., 2011, « Région PACA : le système AMAP, l'émergence d'un SYAL métropolitain », *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, (322), p. 50-63.
- Morgan K., 2009, "Feeding the city : The challenge of urban food planning", *International Planning Studies*, vol. 14(4), p. 341-348.
- Muchnik J., Requier-Desjardins D., Sautier D., Touzard J.-M., 2007, « Systèmes agroalimentaires localisés », *Économies et Sociétés, série AG*, n° 29, p. 1465-1484.
- Nasr J.L., Comisar J.D., 2012, "The integration of food and agriculture into urban planning and design practices", *Sustainable food planning : evolving theory and practice* / Viljoen A., Wiskerke J.S.C. (ed.), p. 47-58.
- Nikolli A., Le Gall J., Laval M., 2016, « Les paysages alimentaires à Lyon », *Projets de paysage. Revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace*, Résumé, 18, 01.
- Perrin C., Soulard C.-T., 2020, « Villes méditerranéennes, regards sur les espaces ouverts métropolitains », *Urbanités*, p. 1-10.
- Perrin C., Soulard C.-T., 2014, « Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture : le cas de Perpignan », *Géocarrefour*, vol. 89 (1-2), p. 125-134.
- Perrin C., Soulard C.-T., Baysse-Lainé A. et al., 2018, « L'essor d'initiatives agricoles et alimentaires dans les villes françaises : mouvement marginal ou transition en cours ? », *Cultura territorial e innovación social*, Publicaciones de la Universitat de València, p. 387-403.
- Rastoin J.-L., 2015, « Éditorial - Les systèmes alimentaires territorialisés : considérations théoriques et justifications empiriques », *Économies et Sociétés*, tome XLVIII (08/2015), série « Systèmes agroalimentaires », AG n° 37, Isméa Les Presses, Paris, p. 1155-1164.
- Rastoin J.-L., 2016, « Les systèmes alimentaires territorialisés : enjeux et stratégie de développement », *Journal Resolis*, 7, p. 12-18
- Rastoin J.-L., Ghersi G., 2010, *Le système alimentaire mondial : concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Éditions Quæ.
- Renting H., Marsden T.K., Banks J., 2003, "Understanding alternative food networks : exploring the role of short food supply chains in rural development", *Environment and planning*, vol. 35(3), p. 393-411.
- Rey-Valette H. et al., 2014, « Comment analyser la gouvernance territoriale ? Mise à l'épreuve d'une grille de lecture », *Géographie, économie, société*, vol. 16 (1), p. 65-89.
- Rouillé d'Orfeuil H., 2018, *Transition agricole et alimentaire : La revanche des territoires*, Paris, IRG - Éditions Charles-Léopold-Mayer, 254 p.

- Robineau O., Soulard C.-T., 2017, « Comprendre la complexité des liens ville-agriculture : intérêt d'une approche par le système agri-urbain. Le cas de Bobo-Dioulasso, Afrique de l'Ouest », *Natures Sciences Sociétés*, 25, p. 36-47.
- Shannon J., 2014, "Food deserts : Governing obesity in the neoliberal city", *Progress in Human Geography*, 38(2), p. 248-266.
- Sonnino R., Marsden T., 2005, "Beyond the divide : rethinking relationships between alternative and conventional food networks in Europe", *Journal of economic geography*, 6(2), p. 181-199.
- Stassart P.M. *et al.*, 2012, « L'agroécologie : trajectoire et potentiel pour une transition vers des systèmes alimentaires durables », *Agroécologie, entre pratiques et sciences sociales* / Vandame D. (éd.), p. 25-51.
- Steel C., 2013, *Hungry city : How food shapes our lives*, Random House UK, 400 p.
- Torre A., 2018, « Les moteurs du développement territorial », *Revue d'économie régionale urbaine*, (4), p. 711-736.
- Touzard J.-M., 2008, « La construction économique et politique des marchés : l'exemple de la reconversion viticole en Languedoc-Roussillon », *Les cahiers du CEVIPOF*, 48, p. 113-140.
- Touzard J.-M., Fournier S., 2014, « La complexité des systèmes alimentaires : un atout pour la sécurité alimentaire ? », *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement*, 14 (1).
- Viljoen A., Howe J. (ed.), 2012, *Continuous productive urban landscapes*, Routledge.
- Vonthron S., Perrin C., Soulard C.-T., 2020, "Foodscape : a scoping review and a research agenda for food security-related studies", *PLoS One*, 15(5), e0233218.
- Willett W., Rockström J., Loken B., Springmann M., Lang T., Vermeulen S., Jonell M., 2019, "Food in the Anthropocene : the EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems", *The Lancet*, 393(10170), p. 447-492.
- Williams J.M., Holt-Giménez E. (ed.), 2017, *Land Justice : Re-imagining Land, Food, and the Commons*, Boston, Birmingham, Food First Books.
- Zeza A., Tasciotti L., 2010, "Urban agriculture, poverty, and food security : Empirical evidence from a sample of developing countries", *Food policy*, 35(4), p. 265-273.